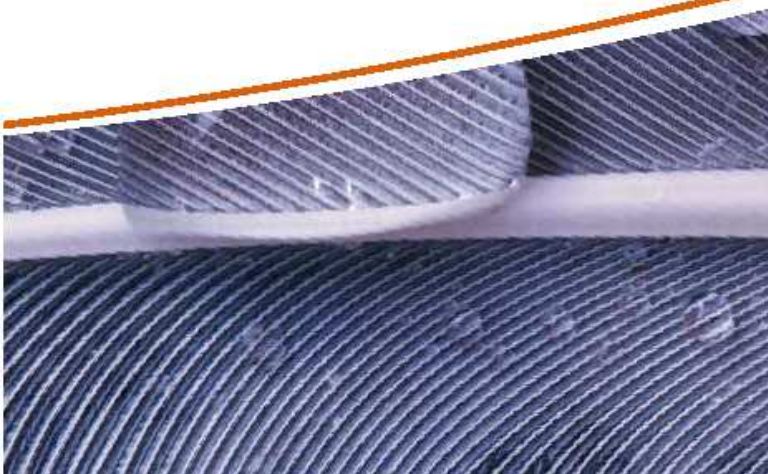




*pour une planète vivante**



QUEL AVENIR DURABLE VOULEZ-VOUS CONSTRUIRE POUR L'EUROPE ?

10 questions pour éclairer votre prochain mandat

**Réponses de 7 formations politiques
au questionnaire du WWF**

3 juin 2009

Chère Madame, Cher Monsieur

Le lancement de la campagne pour les élections européennes vient à point nommé rappeler le rôle important du Parlement européen pour les questions environnementales. L'essentiel des législations nationales relatives à l'environnement voient le jour à Bruxelles, et régulièrement au cours de la dernière mandature, les Eurodéputés ont voté des textes conséquents pour la protection de notre environnement naturel et notre santé.

La législature pour laquelle vous souhaitez rejoindre les travées du Parlement européen, s'annonce intense en ce qui concerne l'environnement. Outre qu'il s'agit d'une aspiration croissante des Européens, la confluence des urgences auxquelles nous devons faire face constitue un défi sans précédent : changement climatique et utilisation rationnelle de l'énergie, santé et lutte contre les pollutions, préservation de la biodiversité, agriculture et aménagement du territoire, commerce illégal du bois, surexploitation des mers, etc, exigent une réponse globale et des déclinaisons sectorielles qui permettront à l'Union européenne de réduire sa vulnérabilité tout en renouant avec un cycle de croissance durable, c'est à dire créateur d'emplois et propre à satisfaire les besoins de la population. Le WWF a la conviction qu'un « new deal écologique » est à la portée de l'UE, et même qu'il ne saurait y avoir d'autre avenir durable, en terme de politique environnementale comme sur les plans économiques et sociaux.

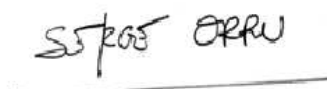
Afin de contribuer au débat, nous avons identifié cinq enjeux majeurs que vous aurez la charge, lorsque vous serez élu ou réélu en juin prochain, de transformer en politiques environnementales. Nous croyons donc qu'il est important que les électeurs aient pleinement connaissance de vos engagements pour les prochaines années, et tel est le sens, vous l'aurez compris, des 10 questions que vous voudrez bien trouver dans le document ci-joint.

Le WWF se chargera de rassembler et d'assurer un suivi des réponses, y compris sur le plan de la communication : car ces 10 questions ont trait aux 5 défis majeurs pour la nouvelle législature qui sont aussi nos priorités d'action.

Par delà la campagne électorale le WWF-France, en collaboration avec notre bureau européen à Bruxelles, poursuivra son travail de concertation avec les députés européens élus en 2009, sur plusieurs dossiers qui seront soumis au nouveau Parlement : la lutte contre le changement climatique, la réforme de la pêche, la protection des ressources naturelles ainsi que l'élaboration d'un nouveau budget européen constituent des axes déterminants, et certainement décisifs, pour l'Union Européenne.

Nous aurons dans ce contexte, peut-être, l'honneur et le plaisir de travailler ensemble.

**Dans l'attente de votre réponse, que nous attendons pour le 31 mai 2009,
Vous en remerciant,**



Serge Orru, Directeur Général

Avertissement sur la méthodologie

Les réponses reçues sont disparates avec des niveaux de qualité très différents. Certains ont simplement coché les cases (oui/ non / ne sait pas), d'autres ont précisé leur position dans un commentaire (Europe-Ecologie, UMP, Modem).

Nous avons choisi d'intégrer ces commentaires dans l'analyse des réponses lorsque le commentaire venait préciser la réponse cochée. Il est à noter que parfois le commentaire apporté vient contredire la réponse, ce que nous précisons alors dans notre appréciation. Il est dès lors bien évident que les réponses des formations qui n'ont pas fait de commentaires ne peuvent être passées au même crible que celles qui en ont fait, ce qui peut leur donner un avantage.

Pour les commentaires n'apportant pas de précision sur le sens de la réponse (propositions additionnelles, etc.), le lecteur pourra se reporter au document retourné par les formations. Seules les questionnaires ayant fait l'objet de commentaires sont mis en ligne.

Toutes les réponses sont synthétisées, par enjeu, dans des tableaux.

Tous les questionnaires sur lesquels des commentaires ont été rajoutés par les formations politiques sont en ligne sur le blog du WWF-France dédié à l'Europe : <http://wwf-ue-2008.org/>

Analyse des réponses aux questionnaires

Seules les formations démocratiques présentant des listes sur l'ensemble des circonscriptions électorales ont été interrogées soit 9 listes. 7 ont répondu au questionnaire. Nous les en remercions. Ce qui fait un taux de réponse de l'ordre de 80%.

Premier constat, les formations interrogées ont toutes très largement répondu positivement aux propositions que leur a soumis le WWF. La teneur des réponses traduit une prise de conscience par les acteurs du jeu électoral de l'importance politique des enjeux écologiques. On peut y voir un « effet Grenelle » mais surtout la prise en compte par les candidats d'une sensibilité de plus en plus accrue de l'opinion publique à toutes ces problématiques. Ainsi, loin donc d'être jugées irréalistes, les mesures préconisées par le WWF pourraient donc constituer un socle politique commun en France, de « Debout la République » au NPA. Cependant, on sait aussi qu'en période électorale, les partis sont souvent dans le registre des promesses multisectorielles qui ne sont pas obligatoirement suivies de concrétisations dans la réalité des politiques publiques.

Seuls l'UMP et Europe-Ecologie sont allés sur le terrain de l'argumentation contradictoire avec le questionnaire.

Les quelques réponses négatives de l'UMP reflètent la position classique de ce parti sur certains dossiers mais aussi le fait qu'il soit actuellement aux affaires. De plus, la position de Michel Barnier, animateur national de la campagne, tête de liste en Ile-de-France mais surtout actuel ministre de l'Agriculture et de la pêche n'est sans doute pas non plus étrangère à cette situation. En effet, les divergences avec les propositions du WWF portent, sans surprise, sur la réforme de la PAC, la fixation des quotas de pêche ou encore le principe d'une traçabilité complète du bois en Europe. Sur ces points, le candidat a le mérite d'être en accord avec le ministre.

Du côté du Parti socialiste, on souscrit sans difficultés aux mesures précises proposées par le WWF dans le domaine de la pêche, l'agriculture et la biodiversité. On peut donc s'étonner qu'il ne soit pas allé aussi loin dans son programme (le traitement de la question agricole ne mentionne pas la refondation radicale de la PAC et le principe de la rémunération des services rendus par la nature) ou qu'il passe entièrement ces questions sous silence (pêche, biodiversité).

Finalement au vu des résultats, on déplorera que l'environnement n'ait pas fait davantage l'objet de débats publics pendant cette campagne européenne 2009.

Les 5 enjeux majeurs passés au crible des réponses

➤ La crise climatique & les nouvelles opportunités :

Fort consensus des formations politiques sur l'objectif d'une réduction de 30% des gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990, alors que le paquet climat adopté en décembre prévoit une réduction de seulement 20%. Deux partis (UMP, MODEM) conditionnent l'adoption de cet objectif à la condition prévue dans le paquet Climat pour un passage à 30% : un accord international en décembre à Copenhague – un effort comparable des Etats-Unis précise l'UMP. Le PS ne précise pas sa position sur cette condition ni dans ses commentaires au questionnaire, ni dans son programme. Le NPA défend un objectif de réduction de 40% en 2020 et Europe Ecologie de 40% en 2025.

Consensus massif de toutes les formations sur la priorité à donner aux énergies renouvelables, à la modernisation des réseaux électriques pour permettre leur intégration à grande échelle, ainsi qu'à un objectif d'amélioration de l'efficacité énergétique de 20% en 2020. Le Modem et Europe Ecologie précisent qu'ils souhaitent rendre ce dernier objectif contraignant.

Le consensus est moins fort sur la question de la capture et le stockage des émissions de CO2 des centrales électriques, jugés coûteux et peu sûrs par le PS qui rejoint ici Europe Ecologie.

Enfin, les formations sont plus perplexes sur la délicate question du renforcement du système européen d'échange de quotas d'émissions : l'UMP maintient le principe d'une gratuité des quotas selon les secteurs, le NPA ne se prononce, Europe Ecologie émet une réserve sur le principe même du système mais s'engage sur son renforcement. En revanche, tous se prononcent en faveur d'un soutien financier et technologique supplémentaire aux pays en développement afin de les aider dans leurs efforts de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques. Le MODEM précise que 100% du revenu des enchères devra aller à la lutte contre le réchauffement climatique et Europe Ecologie avance un montant annuel de 30 mds d'euros par an ce qui rejoint les demandes des ONG.

L'intérêt exprimé par Europe Ecologie, l'UMP et le Modem autour de la question de la taxe carbone ou de la contribution énergie climat montre qu'il y a un sujet en phase d'émergence sur l'agenda politique. Nous espérons que les eurodéputés français sauront faire avancer ce dossier délicat dans les prochains mois.

➤ Un nouveau budget pour un véritable « new deal écologique » européen

Subventions dommageables à l'environnement : A deux exceptions près, toutes les formations se prononcent pour la suppression de toutes les subventions

européennes dommageables à l'environnement et le passage de tous les financements européens au crible du développement durable. L'UMP préfère fonder les décisions de financement sur des études d'impact environnementales.

Politique agricole commune :

La PAC qui représente 43% du budget européen divise davantage. Seules trois formations se prononcent clairement en faveur de la proposition du WWF d'une relégitimation et refondation totale de la PAC sur la base d'un nouveau principe : la rémunération des agriculteurs en fonction des services environnementaux, ruraux et sociaux qu'ils fournissent à la société, et non en fonction de leur production. Europe Ecologie s'oppose sur le principe, refusant de « réduire » le rôle des agriculteurs à celui de fournisseurs de services. Le NPA répond positivement à notre proposition, mais leur programme demande un recouplage des aides ce qui est antinomique. L'UMP soutient, dans son programme, le modèle agricole européen et, dans ses commentaires, l'aide à la production.

Si le traité de Lisbonne est ratifié, le WWF attend donc des eurodéputés français du Modem, du PS et des Ecologistes indépendants qu'ils soutiennent pleinement une réforme radicale des principes qui gouvernent la PAC.

Aide au développement de l'Union européenne :

Consensus de toutes les formations pour que l'aide au développement de l'UE réponde aux grandes priorités environnementales, cesse de dégrader et valorise les ressources naturelles des pays en développement.

➤ **Enrayer l'érosion de la biodiversité & atteindre les objectifs de protection de la ressource en eau**

Consensus de toutes les formations à l'exception de « Debout la République » ('ne sait pas') sur :

- Le principe de l'intégration des enjeux de biodiversité dans les politiques sectorielles de l'UE et notamment dans les politiques de la pêche et de l'agriculture.
- Une augmentation conséquente du budget de l'UE consacré à la protection de la biodiversité (au moins 6,1 mds d'euros).

Ces engagements seront à concrétiser lors du vote sur la révision du budget européen.

Soutien de toutes les formations sans exception à une « application rapide et totale » du droit communautaire relatif à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et à l'amélioration de la gestion de cette ressource.

On perçoit ici l'inquiétude grandissante de la population et des élus quant à la dégradation aussi bien qualitative que quantitative de la ressource en eau.

➤ Réduire l’empreinte écologique de l’Union en adoptant un autre modèle de consommation

Consensus général des formations pour **réduire l’empreinte écologique de l’Union européenne** et donc la pression exercée par les Européens sur les ressources naturelles mondiales. Toutes les formations s’engagent à soutenir des politiques fiscales et environnementales incitant à des modes durables de consommation.

Europe Ecologie va plus loin en proposant un objectif de réduction par deux de l’empreinte écologique d’ici 2025 avec création d’un observatoire européen de surveillance et de suivi indépendant de la Commission et doté de pouvoir d’enquête et de moyens propres.

Concernant la **lutte contre le commerce illégal du bois**, tous les partis politiques, à l’exception de l’UMP, s’engagent à voter pour la traçabilité des produits bois, de la forêt de production jusqu’au consommateur final. Cette réserve de l’UMP est sans surprise : elle ne fait que confirmer la position du gouvernement français, qui juge trop coûteuse la mise en place d’une traçabilité complète (même allégée), ainsi que le vote du 22 avril dernier au Parlement européen sur ce sujet où l’UMP a été la seule formation politique française à s’abstenir.

Le WWF et d’autres ONG considèrent que seule la traçabilité empêchera la mise sur le marché européen de produits bois d’origine illégale. Nous veillerons à ce que les formations politiques maintiennent leur position en deuxième lecture et appelons avec force l’UMP et le gouvernement français à évoluer sur ce dossier.

➤ Des écosystèmes marins sains & une filière pêche durable

Les réponses montrent un ralliement de toutes les formations politiques (sauf le NPA qui ne se prononce pas) au principe défendu par le WWF d’une approche régionale de la gestion des pêches donnant plus de poids aux pêcheurs et aux communautés locales dans les décisions relatives à leur pêcherie.

A l’exception de l’UMP et de « Debout la République », les formations demandent à ce que les quotas de pêche soient attribués en suivant les recommandations scientifiques (« avec l’accord des pêcheurs », rajoute l’UMP...) – condamnant ainsi le marchandage entre Etats membres qui préside actuellement à l’attribution des quotas de pêches.

Si le traité de Lisbonne est ratifié, le Parlement européen aura un pouvoir de codécision lors de la réforme de la Politique commune des pêches. Fort de ces deux réponses, le WWF compte sur les futurs députés français pour pousser à une refondation radicale de cette politique qui connaît un grave et très inquiétant échec.

1

la crise climatique & les nouvelles opportunités économiques

L'UE doit jouer un rôle moteur pour parvenir à un accord international de l'ONU sur le climat à Copenhague, à la fin de 2009, qui conduira à stabiliser puis réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre bien avant 2020, afin de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Ce seuil est critique pour éviter des impacts irréversibles et désastreux tels qu'une augmentation importante du niveau de la mer liée à la fonte des glaces.

Les législations européennes sur le climat adoptées en décembre 2008 sont une première étape. Mais elles doivent être renforcées et doivent inclure l'aide aux pays en développement, qui sont les plus affectés et les moins responsables de la hausse des températures. De nouvelles mesures communautaires doivent être adoptées pour augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments

et des transports – ce qui contribuera également à la réduction de la facture énergétique des consommateurs européens et à l'amélioration de la sécurité énergétique de l'Europe. Une nouvelle législation européenne devra être introduite pour arrêter les centrales électriques au charbon particulièrement polluantes.

Après le sommet de l'ONU sur le Climat de Copenhague, le Parlement européen devra renforcer la législation sur le climat existante et adopter les mesures nécessaires pour garantir que les engagements de l'Europe soient respectés.

Lorsque le traité de Lisbonne entrera en vigueur, le pouvoir du Parlement sera identique à celui du Conseil en ce qui concerne, dans le cadre de la politique énergétique européenne élargie, les mesures d'efficacité énergétique et de sécurité énergétique.

I. La crise climatique & les nouvelles opportunités économiques

	UMP	PS	MODEM	Europe Ecologie	Debout la République	NPA	Alliance des écologistes indépendants
1. Si vous être élu(e) au Parlement Européen, voterez-vous pour soutenir des politiques européennes qui:							
A. réduisent d'au moins 30% les émissions de l'UE d'ici à 2020 par rapport à 1990?	Ne sait pas	Oui	Oui	Oui	NC	Oui	Oui
B. donnent la priorité à l'utilisation d'énergies renouvelables et améliorent l'efficacité énergétique de l'UE de 20% d'ici à 2020?	Oui (Ca dépend, cf. commentaire)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
C. Garantissent la modernisation des réseaux électriques pour permettre une intégration à grande échelle des énergies renouvelables?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
D. Adoptent des objectifs forts pour la capture et le stockage des émissions de CO2 des nouvelles et anciennes centrales électriques?	Oui	Ne sait pas	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
E. renforcent le système d'échange de quotas d'émissions de l'UE. Cela inclut une mise aux enchères complète des quotas pour tous les secteurs à compter de 2013, et l'allocation du revenu de ces enchères à des activités de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques, la moitié au sein de l'UE et l'autre moitié dans les pays en développement?	Ne sait pas	Oui	Oui	Oui	Oui	Ne sait pas	Oui
2. Si vous êtes élu(e) au Parlement européen, voterez-vous pour un soutien financier nouveau (en plus de l'aide au développement) afin d'aider les pays en développement dans leurs efforts d'adaptation aux changements climatiques, et afin de partager avec eux les innovations et technologies sobres en gaz à effet de serre, seules à même de leur permettre de développer une économie soutenable du point de vue climatique?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Commentaires ajoutés par les formations politiques	<p>1.A. Cela dépend aussi des engagements des Etats-Unis vers des engagements comparables à ceux de l'Union Européenne. Si les Etats-Unis ne font rien, l'engagement de l'Europe est celui du paquet Energie Climat, c'est à dire une réduction de 20%.</p> <p>1.E. Certains acteurs pourraient se voir allouer une partie de leurs quotas en gratuité. L'attribution, pour certains , d'une part de quotas à titre gratuit ne les exonère toutefois pas du respect des limites d'émissions associées: le système reste fortement contraignant vers une baisse des émissions.</p>		<p>1.A. Le MODEM estime qu'il faut soutenir un objectif de 30% de réduction des émissions de carbone dans l'hypothèse d'un accord international ou, à défaut, que l'UE mette en place un mécanisme qui contraigne les producteurs souhaitant importer des biens en Europe depuis les pays qui n'ont pas de normes en termes de réduction des émissions.</p> <p>1.B. Proposition de porter ce pourcentage à 60% en 2050, de rendre l'objectif de 20% d'efficacité énergétique pour 2020 contraignant et de l'augmenter à 35% pour 2050.</p> <p>1.E. 100% du revenu des enchères devrait être alloué aux efforts de lutte contre le changement climatique (R&D, adaptation, aide aux pays en développement...)</p>	<p>1.A : prône un objectif de 40% en 2025, et de 90% en 2050</p> <p>2. L'UE doit s'engager sur un montant de 30 mds d'euros par an</p>		<p>1.A : prône un objectif de 40% en 2020</p>	

2

un nouveau budget pour un véritable “new deal écologique” européen

Les fonds régionaux et sociaux de l'UE doivent bénéficier à tous les citoyens ; l'argent public devrait être utilisé non pour les intérêts à court terme de quelques uns mais pour des politiques choisies démocratiquement – et ce d'une manière transparente et contrôlable.

L'UE doit atteindre des objectifs ambitieux de réduction d'émissions de CO2 d'ici à 2020.

Cela signifie que ses dépenses régionales ne peuvent plus être celles, habituelles, finançant la construction de routes ou autres infrastructures du même type, mais doivent au contraire être orientées vers les investissements dans l'efficacité énergétique et un futur sobre en carbone. Le Parlement européen, en tant que Co - autorité budgétaire, peut favoriser ces orientations.

Stopper l'érosion de la biodiversité est un autre engagement majeur de l'UE.

Il est primordial, pour y parvenir, de garantir un financement adéquat qui soit intégré dans toutes les lignes de financement de l'UE appropriées.

Le financement de la protection de la biodiversité dans l'UE devrait couvrir, au minimum, les fonds nécessaires à la mise en œuvre de Natura 2000.

La politique de cohésion qui, avec les fonds structurels, représente plus d'un tiers du budget européen devrait rediriger ses investissements vers les technologies

propres, l'adaptation aux changements climatiques et la préservation du patrimoine naturel de l'Europe.

La Politique Agricole Commune (PAC) représente, elle, un peu moins de la moitié du budget européen, principalement sous forme de paiements directs, et non ciblés, à une partie des agriculteurs. Il est urgent que la PAC soit transformée en une Politique Commune Environnementale et Rurale qui promeuve, pour le bénéfice de la société toute entière, une agriculture réellement durable ainsi qu'un usage soutenable des sols et de la ressource en eau. Les agriculteurs devraient être rémunérés pour les services qu'ils rendent à la société, et qui ne peuvent être fournis par le marché, tels que la protection des habitats naturels, la préservation de la biodiversité et des paysages, l'épuration de l'eau, le stockage du carbone ou encore la vitalité du tissu rural. En soutenant une économie rurale durable, une telle politique garderait nos campagnes vivantes.

L'Union européenne est le plus grand donateur d'aide au développement dans le monde et distribue plus de 60% de l'aide mondiale. Dans ce cadre, l'UE a l'opportunité d'asseoir sa position de leader dans la lutte contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Le parlement a un rôle clé à jouer afin d'assurer que l'UE tienne ses engagements internationaux en matière de coopération et de développement.

II. Un nouveau budget pour un véritable "new deal écologique" européen

	UMP	PS	MODEM	Europe Ecologie	Debout la République	NPA	Alliance des écologistes indépendants
3. Si vous êtes élu(e) au Parlement européen, voterez-vous lors de la révision du budget européen pour la suppression de TOUTES les subventions dommageables à l'environnement et pour le principe que TOUS les financements européens doivent concourir aux objectifs de développement durable (stimulation du secteur des technologies propres incluses) ?	Ne sait pas	Oui	Oui	Oui	Ne sait pas	Oui	Oui
4. Si vous êtes élu au Parlement européen, voterez-vous pour que la PAC ne rémunère les agriculteurs que pour les services qu'ils rendent à la société, et non pour les pratiques intensives habituelles?	Oui	Oui	Oui	Non	Ne sait pas	Oui la réponse est en fait "Non" (Cf. programme)	Oui
5. Si vous êtes élu(e) au Parlement européen, voterez-vous en faveur du maintien d'une aide européenne au développement cohérente avec les grandes priorités environnementales, de sorte que l'investissement et l'aide internationale tendent à valoriser - plutôt que dégrader - les ressources naturelles dans les pays en développement, leur permettant ainsi de développer une économie durable et prospère?.	Oui La réponse est en fait "Non" (Cf. commentaire et programme)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Commentaires ajoutés par les formations politiques	<p>3. Les subventions peuvent avoir également d'autres visées (emploi, développement industrie et économique). Les études d'impact environnementales doivent permettre de prendre des décisions mesurées en connaissance de cause, et d'appliquer le principe de précaution, qui n'est pas un principe d'inaction, ou de démantèlement des subventions.</p> <p>4. A condition que dans "services" on entende aussi la production agricole et que l'on n'oublie pas le maintien de pratiques à visée productive</p>			<p>4. Nous ne pouvons réduire le rôle des agriculteurs à des fournisseurs de services. Les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leurs productions et participer à la fourniture d'une alimentation de qualité accessible au plus grand nombre. Il faut bien évidemment rompre avec l'agriculture intensive et ses conséquences désastreuses mais les aides doivent venir en complément pour soutenir la conversion de l'agriculture européenne vers l'agriculture durable et pas uniquement rémunérer les services rendus.</p> <p>5. Nous proposons que l'UE paye sa dette écologique par le financement de grands chantiers de restauration des écosystèmes.</p>			

3

enrayer l'érosion de la biodiversité & atteindre les objectifs de protection de la ressource en eau

Si les directives « habitats » et « oiseaux » fondent les politiques européennes de préservation d'espèces et habitats menacés d'intérêt européen, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour non seulement atteindre l'objectif que s'est fixée l'Union européenne d'enrayer l'érosion de la biodiversité européenne, mais aussi pour restaurer des écosystèmes variés, résistants et résilients sans lesquels une adaptation aux changements climatiques ne sera pas possible.

L'intégration des enjeux de biodiversité dans les politiques sectorielles de l'UE ainsi que le financement des coûts de base nécessaires à la conservation des espèces et des écosystèmes sont essentiels pour atteindre ces objectifs. Le budget actuel dédié à l'environnement (0,2% du budget total) doit être sensiblement accru pour couvrir, au minimum, les besoins nécessaires au financement du réseau Natura 2000, soit 6,1 Md d'euros par an.

Le parlement européen peut jouer un rôle important pour garantir que la

préservation des écosystèmes et des espèces soient mieux pris en compte dans les politiques de l'UE.

Les gouvernements ont reconnu que l'état des écosystèmes aquatiques était bien pire que ce que l'on pensait – nombre de rivières, de lacs et de côtes de l'UE sont dégradés à un point tel qu'ils ne peuvent plus maintenir un réseau viable de plantes et de poissons, ni fournir les services qu'ils rendaient jusqu'alors gratuitement tels que la pêche, la baignade ou une eau propre.

L'enjeu maintenant est d'atteindre le bon état de la ressource en eau et d'utiliser l'eau de façon durable, en assurant la pleine et entière mise en oeuvre de la directive cadre sur l'eau, de la directive sur l'inondation et de la stratégie européenne sur la sécheresse et la pénurie d'eau en Europe. Le parlement peut user de son pouvoir d'influence pour pousser les pays de l'UE à accélérer les réformes concernant l'eau et pour obtenir qu'une bonne gestion de l'eau soit au cœur des politiques européennes d'adaptation aux changements climatiques.

III. Enrayer l'érosion de la biodiversité & atteindre les objectifs de protection de la ressource en eau

	UMP	PS	MODEM	Europe Ecologie	Debout la République	NPA	Alliance des écologistes indépendants
6. Si vous êtes élu au Parlement européen;							
A. voterez-vous pour soutenir et obtenir la protection et la restauration des milieux espèces d'intérêt européen?	Oui	Oui	Oui	Oui	Ne sait pas	Oui	Oui
B. soutiendrez vous plus particulièrement l'intégration dans les politiques sectorielles de l'EU des enjeux de biodiversité en particulier dans les politiques de l'agriculture et de la pêche?	Oui	Oui	Oui	Oui	Ne sait pas	Oui	Oui
C. Défendrez vous un budget de l'Union Européenne qui couvrira les besoins essentiels de sauvegarde de la biodiversité (supérieur à 6,1Md d'Euros par an)?	Oui	Oui	OUI	Oui	Ne sait pas	Oui	Oui
7. Si vous êtes élu(e) au Parlement européen, ferez-vous pression sur les gouvernements de l'UE pour une application rapide et totale du droit communautaire destiné à garantir l'approvisionnement en eau douce et à améliorer la façon dont on utilise, gère et considère cette précieuse ressource?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

4

réduire l'empreinte écologique de l'Union en adoptant un autre modèle de consommation

Si l'ensemble de la population mondiale consommait autant que les Etats membres de l'UE, nous aurions besoin de 2.6 planètes pour vivre. Nous devons donc changer de modèle. Un quart des citoyens européens interrogés par l'Eurobaromètre en mars 2008 citait l'épuisement des ressources naturelles comme principal sujet d'inquiétude sur les questions environnementales.

Le Parlement européen peut traduire cette préoccupation dans les politiques européennes.

L'une d'elle concerne le bois illégal et la déforestation. L'UE est l'un des principaux importateur mondial de bois, et près de 19% des produits importés en Europe proviennent de forêts exploitées illégalement. Un règlement en discussion vise à mettre un terme à la vente de

bois d'origine illégale en Europe – et ainsi à décourager ce trafic mondial qui contribue à la déforestation, à la perte de biodiversité et au changement climatique.

Mais cette proposition est, en l'état actuel, insuffisante et n'empêchera pas que du bois d'origine illégale soit vendu en Europe. Le Parlement européen a adopté en plénière un texte renforçant considérablement la proposition de la Commission, répondant ainsi à l'attente de 92% des citoyens européens. Le prochain Parlement se prononcera en deuxième lecture et devra, face au Conseil, soutenir un texte ambitieux imposant une traçabilité complète – des forêts de production au consommateur –, seule à même de garantir au consommateur la légalité du bois qu'il achète

IV. Réduire l'empreinte écologique de l'Union en adoptant un autre modèle de consommation

	UMP	PS	MODEM	Europe Ecologie	Debout la République	NPA	Alliance des écologistes indépendants
8. Si vous êtes élu(e) au Parlement Européen, voterez-vous en faveur de politiques environnementales et fiscales fortes afin d'encourager des modes durables de consommation et de réduire ainsi la pression exercée par les Etats membres de l'UE sur les ressources naturelles mondiales?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
9. Si vous êtes élu(e) au Parlement européen, voterez-vous pour un règlement garantissant, par une traçabilité complète que seul des bois et produits bois d'origine légale puissent être vendus dans l'UE?	Oui la réponse est en fait "Non" (Cf. commentaire)	Oui	Oui	OUI	Oui	Oui	Oui
Commentaires ajoutés par les formations politiques	9. Il nous faut construire rapidement un système contraignant garantissant que seuls des bois d'origine légale puissent être vendus dans l'UE. La traçabilité doit s'effectuer à minima jusqu'aux frontières de l'Europe et à la première mise en marché des bois ou des produits du bois, sur le territoire européen. Si, grâce à ce système, nous pouvons être certains que seuls des bois légaux entrent en Europe, nous aurons atteint nos objectifs et ceci ne nécessite pas forcément de suivre les produits jusqu'au consommateur final, sachant que la traçabilité totale en interne à l'UE imposerait des coûts administratifs et de contrôle très élevés.		8. Nous proposons notamment de mettre en place une taxe carbone à l'échelle européenne.	8. Nous proposons la mise en place d'une contribution énergie climat au niveau européen. Objectif de réduction par deux de l'empreinte écologique d'ici 2025 avec création d'un observatoire européen de surveillance et de suivi indépendant de la Commission et doté de pouvoir d'enquête et de moyens propres.			

5

des écosystèmes marins sains & une filière pêche durable

La prochaine réforme de la Politique Commune des Pêches (PCP), prévue en 2012, a besoin d'une volonté politique forte si l'on veut sauver des ressources halieutiques fortement dégradées.

Le bilan de la PCP ne peut être qu'un constat d'échec généralisé : 88% des stocks ciblés en Europe sont surexploités. La PCP a, d'un côté, laissé persister la surpêche et, de l'autre, donné des subventions contre-productives à une minorité de pêcheurs encourageant ainsi

la sur-capacité chronique des moyens de pêche et contribuant de ce fait à la disparition d'espèces comme le thon rouge de Méditerranée.

Beaucoup d'entreprises de pêches sont proches de la faillite ou totalement dépendante de l'argent public. Si le traité de Lisbonne est ratifié, le Parlement européen aura un pouvoir de co-décision en matière de pêche et pourra donc œuvrer pour que la réforme de 2012 soit radicale et profite aussi bien aux écosystèmes qu'aux pêcheurs.

V. Des écosystèmes marins sains & une filière pêche durable

	UMP	PS	MODEM	Europe Ecologie	Debout la République	NPA	Alliance des écologistes indépendants
10. Si vous êtes élu(e) au Parlement européen, voterez-vous pour une Politique commune des Pêches permettant de restaurer les stocks halieutiques dans les eaux européennes, et notamment pour:							
A. De nouvelles règles permettant le suivi des recommandations scientifiques et limitant le marchandage lors de la fixation des quotas de pêche?	Oui la réponse est en fait "Non" (Cf. commentaire)	Oui	Oui	Oui	Ne sait pas	Oui	Oui
B. Une approche régionale de la gestion des pêches qui donne aux pêcheurs et communautés locales plus de poids dans les décisions concernant leur pêche et leur avenir?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	NC	OUI
C. la suppression des subventions dommageables à l'écosystème marin?	Ne sait pas	Oui	Oui	Oui	Oui	NC	Oui
D. Des subventions qui doivent être transitoires et n'être accordées que sur deux critères: adaptation de la flotte à l'établissement d'une pêche durable et sécurité des marins?	Ne sait pas	Oui	Oui	Oui	Ne sait pas	NC	Oui
Commentaires ajoutés par les formations politiques	10.A. Si la fixation des quotas résultent de consensus scientifiques / pêcheurs.						



Juin 2009

Contacts au WWF-France :

Isabelle Laudon (Chargée des relations institutionnelles)
ilaudon@wwf.fr / +33 155 258 471

Jacques-Olivier Barthes (Directeur de la communication)
JOBarthes@wwf.fr / +33 624 967 527

Retrouvez les réponses des formations politiques au questionnaire du WWF ainsi que l'actualité du WWF sur les questions européennes sur : <http://wwf-ue-2008.org/>



pour une planète vivante

for a living planet

WWF-France
1, carrefour de Longchamp
75016 Paris
Tel : 01 55 25 84 84
Fax : 01 55 25 84 74
www.wwf.fr